diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

La Chine en Asie centrale, un nouvel acteur de sécurité en zone d'influence russe

mercredi 14 février 2018,par Marc JULIENNE

Citer cet article / To cite this version :
Marc JULIENNE, **La Chine en Asie centrale, un nouvel acteur de sécurité en zone d'influence russe**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 14 février 2018.*

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site **https://fr.tipeee.com/diploweb** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Que veut la Chine en Asie centrale ? La stratégie chinoise en Asie centrale, que l'on peut qualifier d'égocentrique, sert d'abord des intérêts nationaux strictement intérieurs, plutôt qu'une volonté expansionniste. De même pour le domaine de la sécurité, Pékin se préoccupe de la stabilité de son voisinage proche en premier lieu pour la sécurité de son territoire national, dont la principale menace aujourd'hui est le terrorisme jihadiste.

LA CHINE est de plus en plus présente en Asie centrale, depuis les années 1990, dans les domaines économique et sécuritaire. Sur le plan économique l'attrait de la Chine pour l'Asie centrale a d'abord été motivé par les ressources énergétiques, notamment les hydrocarbures kazakhs puis turkmènes, ainsi que par les débouchés potentiels sur de nouveaux marchés d'exportation. Depuis l'annonce du lancement de l'initiative de « Ceinture économique de la route de la soie » par le président Xi Jinping au Kazakhstan en 2013, les accords commerciaux et projets d'infrastructures d'énergie et de transport portés par Pékin s'y multiplient.

Dans le domaine sécuritaire, la Chine s'implique de diverses manières, tant sur le plan bilatéral que multilatéral. Toutefois, l'engagement chinois dans la sécurité peut s'avérer sensible dans une région historiquement dominée par la puissance russe.

Pourtant, l'implication de la Chine dans la sécurité en Asie centrale ne semble pas créer de rivalité entre Moscou et Pékin. Cela s'explique par la nature de l'implication chinoise, limitée et circonscrite à la protection des frontières, loin des velléités d'influence stratégique sur les pays d'Asie centrale qu'on lui prête parfois et des ambitions d'établir des alliances militaires. La stratégie chinoise en Asie centrale, que l'on peut qualifier d'égocentrique, sert en réalité des intérêts nationaux strictement intérieurs, plutôt qu'une volonté expansionniste. De même pour le domaine de la sécurité, Pékin se préoccupe de la stabilité de son voisinage proche en premier lieu pour la sécurité de son territoire national, dont la principale menace aujourd'hui est le terrorisme jihadiste.

Carte de l'Asie centrale, Afghanistan et Xinjiang
Cliquer sur la vignette pour voir en grand format

Le terrorisme jihadiste : principale menace pesant sur l'Asie centrale et le Xinjiang

L'évolution des mouvements jihadistes centrasiatiques, 1980-2017

A partir des années 1980, notamment grâce aux succès militaires des moudjahidin en Afghanistan contre l'armée Rouge, et plus encore au cours des années 1990 avec la montée en puissance d'al Qaeda, des mouvements radicaux violents inspirés d'idéologies jihadistes se développent en Asie centrale, ainsi qu'au Xinjiang, province de Chine située dans les confins occidentaux. Des groupes plus ou moins organisés émergent, tels que le Parti islamique du Turkestan oriental (ETIP), organisation indépendantiste ouighoure [1], le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), composé d'Ouzbeks, de Tadjiks, de Kirghizes et d'Ouïghours, ou encore l'Union du Jihad islamique (après 2001), tous trois proches des réseaux d'al Qaeda en Afghanistan [2]. Dès les années 1990, Pékin a perçu ces mouvements comme une menace pour son territoire et pour la stabilité de son voisinage.

Les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis ont constitué une victoire stratégique pour al Qaeda et suscité la prise de conscience par les réseaux jihadistes de leur pouvoir de nuisance à l'échelle locale et globale. Paradoxalement, le 11 septembre a également marqué un coup d'arrêt dans la montée en puissance de ces réseaux. En effet, les Etats ont, de leur côté, mesuré la menace que représentaient ces groupes et ont fourni d'importants efforts pour les éradiquer. L'intervention américano-britannique puis otanienne en Afghanistan à partir d'octobre 2001 a porté un coup dur à al Qaeda et aux réseaux centrasiatiques, y compris ouïghours, basés dans le pays et les a contraints à se dissimuler dans les zones tribales, de l'autre côté de la frontière pakistanaise.

A compter de 2014, la montée en puissance de l'organisation Etat islamique (Daesh) en Irak et en Syrie a suscité de nouveaux espoirs chez les groupes jihadistes asiatiques. Des combattants ouïghours et centrasiatiques ont rejoint par centaines les rangs de Daesh ou ceux de la branche syrienne d'al Qaeda, Hayat Tahir al-Cham (ou son prédécesseur, le front al Nusra).

Le risque qui pèse en 2017-2018 sur la Chine et les Etats d'Asie centrale est le retour de ces combattants dans leur pays d'origine, ou – plus probablement – en Afghanistan ou au Pakistan pour y mener le jihad. Cette dynamique ne doit pas être sous-estimée eu égard à l'activisme des combattants centrasiatiques à travers le monde ces dernières années. En mai 2015, l'ancien chef des forces spéciales de la police du Tadjikistan, Gulmurod Khalimov, a annoncé avoir rejoint Daesh et prévoyait d'importer le jihad au Tadjikistan. Il aurait été tué dans une frappe aérienne russe en Syrie en 2017 [3]. En août 2016, un attentat suicide à la voiture piégée contre l'ambassade de Chine au Kirghizstan a été commis par un Ouïghour de retour de Syrie, d'après les services de renseignement kirghizes et russes [4]. Le 31 décembre 2016, une attaque terroriste perpétrée par un ressortissant ouzbek a fait 39 morts dans une boîte de nuit d'Istanbul. Le 31 octobre 2017, un citoyen ouzbek a tué huit personnes en précipitant sa voiture sur des piétons dans le centre de New York. Ces exemples témoignent de l'activisme des réseaux jihadistes centrasiatiques, qui peuvent représenter une menace tant pour la Chine, directement sur son territoire, que pour la stabilité interne des Etats d'Asie centrale et donc pour les intérêts de Pékin dans son voisinage.

L'Afghanistan, maillon faible de la sécurité régionale

La question sécuritaire en Asie centrale ne peut être appréhendée complètement sans évoquer l'Afghanistan, qui partage une frontière avec trois Etats centrasiatiques (Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan) ainsi qu'avec la Chine. La situation en Afghanistan se dégrade significativement depuis le retrait des forces de l'OTAN à partir de décembre 2014, suscitant

de sérieuses préoccupations chez les Etats frontaliers. En effet, on déplore depuis 2015 une augmentation des affrontements entre les Forces nationales de sécurité et de défense afghanes (FNSDA) et les Talibans, ainsi que la réémergence de groupes jihadistes dans le pays. En 2016, environ 3 500 civils ont été tués dans les affrontements (en augmentation de 3 % par rapport à 2015) [5], tandis que 6 785 membres des FNSDA ont été tués entre janvier et novembre 2016 [6]. En outre, les défaites de Daesh en Irak et en Syrie sont susceptibles de pousser les combattants à se replier vers d'autres terres de jihad, en tête desquelles l'Afghanistan. Certaines sources font d'ores et déjà état de la fuite de combattants de Daesh vers le Nord de l'Afghanistan, dont des Français, des Algériens, des Tadjiks, des Ouzbeks et des Tchétchènes [7].

La Chine, inquiète des conséquences d'une déstabilisation de l'Afghanistan sur sa frontière occidentale et sur l'ensemble de la région, s'implique activement depuis 2014 dans le processus de paix, au travers d'un soutien financier et matériel important, d'une accélération des visites officielles de haut niveau et de dialogues multilatéraux tels que le Dialogue trilatéral Chine-Afghanistan-Pakistan, le Processus d'Istanbul [8], ou encore le « Groupe de coordination quadrilatéral » avec l'Afghanistan, le Pakistan et les Etats-Unis. Toutefois, ces forums n'ont pour l'instant par permis d'avancée significative.

Depuis août 2016, cependant, une initiative portée par la Chine semble produire des mesures plus concrètes et opérationnelles, essentiellement consacrées à la protection des frontières Nord-est. Il s'agit du « Mécanisme de coordination et de coopération quadrilatéral » entre l'Afghanistan, le Pakistan, le Tadjikistan et la Chine, qui a donné lieu à des patrouilles communes dans les zones frontalières afghanes. D'après le témoignage d'un représentant du ministère afghan de la Défense, la Chine aurait également pour projet de construire une « base militaire » [9] pour les forces armées afghanes dans la province de Badakhshan, frontalière avec le Tadjikistan, la Chine et le Pakistan.

Les réseaux jihadistes sont ainsi la première menace pour la sécurité en Asie centrale et une préoccupation pour l'ensemble des puissances de la région, au premier rang desquelles la Chine. Toutefois, Pékin accorde aussi une grande attention à la question de la stabilité politique des régimes centrasiatiques ou encore aux trafics divers dont la drogue qui représente un marché colossal et qui nourrit la corruption [10].

Le rôle sécuritaire de la Chine en Asie centrale : stabiliser le voisinage et protéger les intérêts économiques

La Ceinture économique de la Route de la soie (CERS), composante terrestre des « Nouvelles routes de la soie » (Belt & Road Initiative, BRI), initiée par le président Xi Jinping en 2013, vise à connecter la Chine à l'Europe en passant par l'Asie centrale, en développant les infrastructures de transport, d'énergie, de télécommunication et en promouvant les échanges économiques et culturels.

Or, bien que Pékin présente cette initiative comme offrant « une situation de gagnant-gagnant » pour les pays participants, il apparaît que la stratégie de la Chine derrière la CERS vise quatre objectifs bénéficiant avant tout à l'économie nationale chinoise (même s'ils peuvent

néanmoins s'avérer également bénéfiques pour d'autres pays), plutôt qu'une volonté d'expansion et d'influence en Asie centrale :
. 1 . ouvrir de nouveaux débouchés pour les exportations de biens manufacturés,
. 2. exporter les excédents de production nationaux,
.3. diversifier les approvisionnements en hydrocarbures et matières premières,
.4. stabiliser par le développement économique la province du Xinjiang et le voisinage de la Chine.
Pour garantir le succès de cette entreprise et la sécurité de ses investissements, Pékin doit s'assurer de la stabilité de la région et s'implique elle-même de plus en plus en ce sens. Du point de vue de Moscou, la contribution de la Chine à la sécurité régionale est moins perçue comme une menace que ses ambitions de transformer les routes commerciales et énergétiques dans sa zone d'influence.

La coopération bilatérale : soutenir la protection des frontières

Sur le plan bilatéral, l'implication chinoise auprès des Etats d'Asie centrale en matière de sécurité se limite essentiellement au contrôle des frontières, à la lutte contre le terrorisme, la formation et l'échange de renseignement. En somme, des domaines sécuritaires visant la préservation de l'intégrité des frontières des Etats.

Le Tadjikistan est l'exemple récent le plus illustratif de ce type de coopération. Ce pays partage sa frontière orientale avec la Chine et sa frontière méridionale avec l'Afghanistan, et s'avère fragile sur le plan économique (193ème sur 230 au classement mondial des pays en PIB par habitant en 2016) et militaire. Il s'agit ainsi pour Pékin de pallier les risques liés à la vulnérabilité de ce voisin.

De nombreuses visites officielles de haut niveau ont eu lieu en 2016 sur le thème de la coopération antiterroriste. Les deux pays ont conclu un accord en septembre 2016 sur le financement et la construction par la Chine de 11 avant-postes sur la frontière tadjiko-afghane, et la création d'un centre de formation pour les gardes-frontières. Ils ont aussi effectué un exercice bilatéral conjoint antiterroriste de cinq jours à proximité de la frontière afghane. En septembre 2017, les deux pays ont signé un accord sur l'échange de renseignement [11]. D'ailleurs, des exemples de coopérations similaires existent également avec le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan.

La Chine s'implique aussi en Asie centrale *via* les transferts d'armes, qui sont scrutés par les observateurs internationaux et souvent pris comme argument pour diagnostiquer le tissage de liens stratégiques entre la Chine et les pays d'Asie centrale. En réalité, les transferts d'armes de la Chine vers l'Asie centrale sont très limités et principalement liés à la sécurité publique et la protection des frontières. Vers le Kazakhstan, ils portent principalement sur des équipements non létaux, tels que des systèmes de communication et de transport [12], mais aussi, depuis 2016, au moins deux drones armés Wing Loong. Pour l'Ouzbékistan, ce sont des fusils snipers qui ont été livrés par la Chine au début de la décennie 2000 et, en 2009, des systèmes scanners mobiles pour les contrôles aux frontières [13]. De nombreuses sources, non confirmées par les gouvernements, rapportent également la vente par la Chine, en 2015, d'un drone Wing Loong et d'un système de défense anti-aérien FD-2000 (version export du HQ-9). Vers le Kirghizstan et le Tadjikistan les transferts d'armes sont très restreints, et concernent essentiellement les technologies de sécurité publique [14].

En définitive, le Turkménistan est sans doute l'exception qui confirme la règle pour ce qui concerne la pénétration chinoise des marchés d'armement centrasiatiques. En 2016, la Chine était pour la première fois le premier exportateur d'armes vers le Turkménistan, devant les deux fournisseurs traditionnels que sont la Turquie et la Russie [15]. Lors du défilé militaire du 27 octobre 2016 dans la capitale turkmène d'Achgabat, on a ainsi pu observer les équipements chinois suivants [16] :
. des véhicules type tout terrain,
. des drones cibles (II-250, pour simuler un avion),
. deux drones Wing Loong armés,
. au moins un drone CH-3 armé,
. des systèmes de télécommunication,
. les radars YLC-18 et YLC-2V [17],
. trois systèmes de défense anti-aériens, le FM-90 (HQ-7B), le KS-1A (HQ-12) et le FD-2000 (HQ-9). Ce dernier est un équipement particulièrement intéressant car il est à la fois la copie et le concurrent du système russe S-300, et revêt donc un potentiel de rivalité avec la Russie.

Le Turkménistan fait donc figure d'exception sur un marché de l'armement en Asie centrale présentant encore peu de débouchés pour la Chine. Il reste à déterminer si les ventes d'armes chinoises de 2016 illustrent une tendance nouvelle ou ne sont que des ventes ponctuelles. Les contrats passés jusqu'à maintenant n'ont pas semblé porter sur de grandes séries, mais plutôt sur quelques unités. Enfin, il faut préciser que les ventes d'armes chinoises vers le Turkménistan ne sont pas nécessairement le fait d'une politique commerciale proactive de la part de la Chine mais reflètent plutôt la volonté du Turkménistan de contrebalancer la dépendance aux équipements russes. Comme on a pu le voir sur d'autres marchés en Asie ou en Afrique, les transferts d'armes chinoises servent souvent d'argument de négociation pour accéder à d'autres marchés, en l'occurrence le gaz naturel turkmène. Dans le cas du Turkménistan, si rivalité il y a entre la Chine et la Russie, elle porte moins sur les partenariats d'armement que sur les contrats énergétiques et sur la recomposition du marché énergétique régional provoquée par les nouvelles infrastructures de transport d'hydrocarbures construites par Pékin.

Si les drones (de reconnaissance et de combat) semblent trouver plus facilement acheteur en Asie centrale, c'est principalement parce que la Chine est la seule à proposer ce type d'équipement. La Russie n'en produit pas et les Etats-Unis en exportent peu et à un prix prohibitif. La Chine n'est donc pas en situation de concurrence avec la Russie sur ce marché. En outre, les drones, à la fois rapides et endurants, présentent un grand avantage pour la surveillance des frontières.

La coopération multilatérale : concurrence entre les architectures de sécurité régionales ?
Sur le plan multilatéral, en Asie centrale deux organisations traitent de la sécurité régionale. L'une est dominée par Moscou, l'autre plutôt par Pékin, tandis que la Russie est membre des deux. Bien que portant toutes deux sur la sécurité, il convient de bien distinguer ces deux organisations qui n'ont ni les mêmes vocations, ni les mêmes ambitions.

D'un côté, l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), créée en 2002, et son prédécesseur le Traité de sécurité collective signé en 1992, est portée par le leadership russe et comprend, l'Arménie, la Biélorussie, et, en Asie centrale, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le

Tadjikistan et l'Ouzbékistan par intermittence (1994-1999 ; 2006-2012). L'OTSC est une alliance militaire exclusive (un membre ne peut être membre d'une autre alliance), qui prévoit qu'une agression contre un membre serait perçue comme une agression contre tous.

De l'autre côté, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), a été créée en 2001 à l'initiative de la Chine pour développer la coopération économique et sécuritaire entre ses membres. L'OCS n'est donc en aucun cas une alliance militaire comparable à l'OTSC. Elle n'en est pas moins une plateforme de coopération pour la sécurité régionale. Dès sa création, et même avant, durant les discussions du « Groupe de Shanghai » [18], la lutte contre les « trois forces » – le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux – a été mise à l'agenda par la Chine, faisant montre déjà de ses préoccupations quant à la stabilité de son voisinage.

Il existe une coopération militaire au sein de l'OCS, mais celle-ci se limite aux exercices conjoints « Mission de paix » qui ont lieu annuellement. Cependant, ces exercices ne permettent pas une réelle intégration des chaînes de commandement, ni l'interopérabilité entre les forces. En effet, lors de ces exercices, les forces armées nationales travaillent les unes à côté des autres conformément à un scénario et un objectif communs, mais pas de manière intégrée. L'OCS ne dispose pas d'une force de réaction rapide commune, contrairement à l'OTSC (Force collective de réaction rapide) ou de l'OTAN (Force de réaction de l'OTAN).

La coopération en matière de lutte antiterroriste est le seul domaine à avoir été véritablement institutionnalisé au sein de l'OCS, au travers de la Structure régionale antiterroriste (RATS en anglais). Institution créée en 2004 et basée à Tachkent en Ouzbékistan, elle constitue une plateforme d'échange de renseignement entre les militaires, les services de renseignement et les services de police des Etats membres. Il est difficile d'en évaluer l'efficacité et le degré de coopération qu'elle implique [19].

En outre, en juin 2017, l'Inde et le Pakistan ont formellement obtenu le statut d'Etat membre de l'OCS. L'OCS qui comprenait jusqu'alors la Chine, la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, est alors passée à huit Etats membres, plus des Etats observateurs et des partenaires de discussion. A première vue, l'élargissement de l'OCS peut être considéré comme un signe de succès et d'attractivité de l'Organisation. Cependant, l'antagonisme existant entre l'Inde et le Pakistan devrait aussi rendre encore plus difficile l'approfondissement de la coopération sécuritaire et militaire au sein de l'organisation.

Pour toutes ces raisons, l'OCS, bien qu'initiée par Pékin, est loin de constituer un cheval de Troie pensé par la Chine pour déployer son influence en Asie centrale, aux dépens ou à la place de la Russie, qui de toute façon en est l'un des membres fondateurs. De plus, la République populaire de Chine (RPC) est historiquement opposée aux alliances, qui peuvent s'avérer un poids dans la politique étrangère. C'est pourquoi, l'OCS n'a jamais eu vocation à s'acheminer vers une alliance militaire et qu'une telle évolution parait très peu probable dans l'avenir.

Enfin, le « Mécanisme de coordination et de coopération quadrilatéral » (MCCQ), cité plus haut, a été perçu par certains analystes russes comme une « alliance » dangereuse, voire une « OTAN centrasiatique sous parapluie chinois » [20], cherchant à évincer la Russie de sa propre zone d'influence. Toutefois, ces analyses semblent pour le moins exagérées et précipitées, eu égard aux prérogatives du MCCQ (lutte antiterroriste et protection des

frontières) et à sa zone d'activité, le Nord-Est de l'Afghanistan. En outre, ces positions ne semblent pas refléter la position officielle de Moscou, comme le démontrent les propos de l'envoyé spécial russe en Afghanistan, Zamir Kabulov : « Il s'agit de contrôler les frontières et les infiltrations de terroristes. Cela ne signifie pas que la Chine prévoit d'utiliser ses forces armées. […] Il n'y a pas de raison pour nous d'en faire partie. Nous avons nos propres projets dans le cadre de l'OTSC. » [21]

Conclusion

La Chine est donc un acteur de sécurité en Asie centrale, et un acteur de plus en plus actif sur le plan de la coopération tant bilatérale que multilatérale. Mais les motivations qui poussent Pékin à s'impliquer dans les questions de sécurité régionale n'en restent pas moins limitées à des intérêts strictement nationaux et intérieurs. La Chine ne montre pas de signe d'une volonté de remplacer la Russie comme puissance dominante en Asie centrale. Ainsi, la RPC ne constitue pas, en l'état actuel des choses, un concurrent stratégique pour la Russie. De son côté, Moscou considère Pékin comme un concurrent économique dans sa sphère d'influence, mais, tout en restant vigilante, ne semble pas préoccupée outre mesure par le rôle de la Chine en matière de sécurité.

Compte tenu du contexte sécuritaire volatil, une crise sécuritaire majeure en Asie centrale ou dans le nord de l'Afghanistan pourrait entrainer un changement de posture des puissances russe et chinoise. Toutefois, à horizon prévisible, il est très peu probable que la Chine dispose de la capacité militaire et de la volonté politique pour intervenir directement sur le théâtre (ou alors de manière limitée dans des zones frontalières comme au Tadjikistan par exemple), contrairement à la Russie. Dans un contexte de crise, Pékin pourrait apporter un soutien utile, mais Moscou resterait la garantie de sécurité numéro un.

Copyright Février 2018-Julienne/Diploweb.com

Publication inédite issue de la communication présentée lors de la conférence « L'Eurasie en 2017 : le jeu des puissances », organisée par la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), le 28 novembre 2017, à la Bibliothèque nationale de France.

Découvrez les livres géopolitiques publiés par Diploweb : des références disponibles via Amazon sous deux formats, Kindle et papier broché

. P. Verluise (dir.), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. A l'heure du Brexit".

. P. Verluise (dir.), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force".

. L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"

. P. Verluise (dir.), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"

. A. Degans, "Réussite aux concours 2018 ! La synthèse de l'actualité internationale 2017"

. P. Verluise (dir.), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"

. S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"

. L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberespace, nouvel espace stratégique"

. G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"

P.-S.

Marc Julienne est doctorant au sein de l'équipe ASIEs de l'INALCO et chercheur associé résident à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Ses travaux portent sur les questions de sécurité et de défense en Chine, et en particulier les politiques chinoises de lutte antiterroriste, la stratégie navale et la dissuasion. Précédemment, il a été Junior Fellow à Asia Centre (Paris), chercheur invité au MERICS (Berlin), ainsi qu'à la Shanghai Academy of Social Sciences (SASS). Il est diplômé du Master Hautes études internationales (HEI) de l'INALCO en chinois.

Notes

[1] Les Ouïghours sont une ethnie turcophone musulmane, principalement basée dans la province du Xinjiang, mais aussi très présents en Asie centrale et en Turquie.

[2] Bayram Balci, Didier Chaudet, « Jihadism in Central Asia : A Credible Threat After the Western Withdrawal From Afghanistan ? », Carnegie Endowment for International Peace, 13 août 2014. En ligne : http://carnegieendowment.org/2014/08/13/jihadism-in-central-asia-credible-threat-after-western-withdrawal-from-afghanistan-pub-56381

[3] « Syrie : des chefs de l'EI tués dans un raid aérien russe », Le Figaro, 8 septembre 2017. En ligne : http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/09/08/97001-20170908FILWWW00107-syrie-des-chefs-de-l-ei-tues-dans-un-raid-aerien-russe.php

[4] Olga Dzyubenko, "Kyrgyzstan Says Uighur Militant Groups behind Attack on China's Embassy", Reuters, 6 septembre 2016. En ligne : https://www.reuters.com/article/us-kyrgyzstan-blast-china/kyrgyzstan-says-uighur-militant-g

roups-behind-attack-on-chinas-embassy-idUSKCN11C1DK ; “Russia : Multinational Group behind Chinese Embassy Attack in Kyrgyzstan : RIA”, Reuters, 13 septembre 2016. En ligne : https://www.reuters.com/article/us-kyrgyzstan-blast-china-russia/russia-multinational-group-behind-chinese-embassy-attack-in-kyrgyzstan-ria-idUSKCN11J0TC

[5] “The Situation in Afghanistan and its Implications for International Peace and Security”, Report of the Secretary-General, 3 mars 2017, p. 5.

[6] “Quarterly Report to the United States Congress”, Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), 30 janvier 2017, p. 98.

[7] “French Fighters Appear with Islamic State in Afghanistan”, AFP, 10 décembre 2017. En ligne : https://www.afp.com/en/news/23/french-fighters-appear-islamic-state-afghanistan-doc-uw9n71

[8] Le Processus d’Istanbul ou « Cœur de l’Asie » est une initiative régionale lancée en 2011, destinée à promouvoir la coopération, le développement économique et la sécurité en Afghanistan. Il dispose aujourd’hui de 14 Etats-membres, de 17 Etats et 12 organisations régionales et internationales de soutien.

[9] Joshua Kucera, « Report : China Building Military Base on Afghan-Tajik Border », The Bug Pit, Eurasianet.org, 7 janvier 2018. En ligne : http://www.eurasianet.org/node/86661

[10] Bayram BALCI, Didier CHAUDET, « Jihadism in Central Asia : A Credible Threat After the Western Withdrawal From Afghanistan ? », Op. Cit.

[11] “Tajikistan Agrees to More Intelligence Exchanges with China”, Reuters, 1er septembre 2017. En ligne : https://www.reuters.com/article/us-china-tajikistan-security/tajikistan-agrees-to-more-intelligence-exchanges-with-china-idUSKCN1BC3N5

[12] Richard Weitz, “Kazakhstan-China Military Exchange Continue”, Eurasia Daily Monitor, The Jamestown Foundation, Vol. 9, Issue 20, 9 novembre 2012.

[13] Sébastien Peyrouse, “Military Cooperation between China and Central Asia : Breakthrough, Limits, and Prospects”, China Brief, The Jamestown Foundation, Vol. 10, Issue 5, 5 mars 2010.

[14] Ibid.

[15] SIPRI Arms Transfers Database.

[16] Voir la vidéo du défilé sur Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=zkGQUCXgeD0 ; et l’analyse d’Henri Kenhmann, « Le Turkménistan s’équipe en ‘Made in China’ », East Pendulum, 30 octobre 2016. En ligne :

http://www.eastpendulum.com/turkmenistan-sequipe-made-in-china

[17] Dans les mois qui ont suivi le défilé, on a également appris la livraison du radar passif DWL002. Voir Henri Kenhmann, « Le Turkménistan se dote du radar passif chinois DWL002 », East Pendulum, 24 octobre 2017. En ligne : http://www.eastpendulum.com/le-turkmenistan-se-dote-du-radar-passif-chinois-dwl002

[18] Groupe informel de cinq Etats comprenant la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, lancé en avril 1996 à Shanghai. L'une des priorités du Groupe de Shanghai était de promouvoir la sécurité des frontières et la confiance militaire mutuelle.

[19] Thomas Wallace, "China and the Regional Counter-Terrorism Structure : An Organizational Analysis", Asian Security, Vol. 10, No. 3, 2014, pp. 199-220.

[20] Joshua Kucera, « China Proposes New Central Asian Military Alliance », The Bug Pit, Eurasianet.org, 21 mars 2016. En ligne : http://www.eurasianet.org/node/77896

[21] Ibid.